

<https://ricochets.cc/L-etat-d-urgence-permanent-les-pass-et-la-verticalite-sont-le-mode-normal-de-gouvernance.html>



L'état d'urgence permanent, les pass et la verticalité sont le mode normal de gouvernance

- Les Articles -

Publication date: mercredi 19 janvier 2022

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

- ▶ **Masque, couvre-feu, passe sanitaire : « Cette période est un laboratoire »** - Le gouvernement veut prolonger l'utilisation du passe sanitaire jusqu'en juillet 2022. Serge Slama, professeur de droit public, s'inquiète d'un « état d'urgence permanent ». Et prévient : **ce mode de gouvernance autoritaire risque d'être pérennisé pour affronter les pénuries, les catastrophes naturelles ou les émeutes civiles.**

(...)

Le passe sanitaire a introduit une situation complètement inédite. On admet désormais un accès différencié à des lieux et à des activités en fonction de son statut sanitaire. C'est une forme de biopolitique qui ne s'applique plus seulement aux marges â€” aux étrangers, aux « malades mentaux » ou aux personnes « radicalisées » â€” mais à l'ensemble de la population. **Ce mode de gouvernance autoritaire, beaucoup plus centralisé, risque de s'appliquer aux crises à venir.**

(...)

Dans la gestion de la crise sanitaire, **le gouvernement a beaucoup trop infantilisé la population française**, il n'a pas fait suffisamment confiance à sa capacité d'adaptation et de résilience. C'est regrettable. Plus que des mesures de police et la menace de sanctions, le gouvernement aurait pu faire le choix de développer de véritables politiques préventives reposant sur l'adhésion de la population et renforcer les services publics, en particulier le service hospitalier, et le rôle des intermédiaires sociaux.



L'état d'urgence permanent, les pass et la verticalité sont le mode normal de gouvernance Brûler tous les trônes au lieu de changer ceux qui s'y assoient

L'interview de Serge Slama est intéressante, on peut juste déplorer qu'il maintient le mensonge d'appeler le système centralisé et tyranique en place « démocratie ». C'est d'autant plus étrange que ses propos suggèrent fortement qu'on n'est pas en démocratie.

La civilisation industrielle ne peut pas fonctionner autrement

Il semble croire encore à l'Etat, au fait qu'Etats et gouvernements pourraient agir autrement, devenir démocratiques par miracle, en négligeant le fait que la civilisation industrielle ne peut pas fonctionner autrement.

Si elle ne peut pas porter d'autres politiques, ce n'est pas par erreur, par vices ou incompétences de certains dirigeants, pas par manque de moyens, pas parce qu'il faudrait aller encore plus loin dans l'impasse mortelle du "progrès" et "la-technologie", c'est juste qu'elle fonctionne comme ça, elle ne peut pas fonctionner autrement.

Tant qu'une part importante et déterminée de la population ne sortira pas de cette vision/espoir de la possibilité de réformer la civilisation industrielle, on tournera en rond dans une position de soumission à l'ordre en place, on s'enfoncera toujours plus dans la mauvaise direction, en espérant un miracle technocratique, une innovation "père-noël" pour sortir de l'ornière en gardant la Machine. Un tank reste un tank.

- ▶ voir aussi : [« L'état d'urgence permanent subvertit en profondeur l'Etat de droit »](#) - La frontière entre le droit

commun et le régime d'exception se brouille de plus en plus, constate Stéphanie Hennette-Vauchez, professeure de droit. Elle s'inquiète des conséquences d'une « normalisation » de l'état d'urgence. (...) depuis 2015, les états d'urgence liés au terrorisme, puis à la crise sanitaire, ont, en France, durablement « dilué » les frontières entre la démocratie et l'autoritarisme (...)

Rq : dans cet article aussi, la France est encore encore qualifiée de "notre démocratie" de manière abusive. Même les juristes critiques semblent encore aveuglés par le droit et ses ramifications, sans vouloir considérer les bases d'une véritable démocratie, ils recrachent la définition tendancieuse de la démocratie construite par les puissants en fonction de leurs intérêts.

Si "l'état de droit" et les libertés sont si facilement bafoués/négligés, c'est bien parce que il n'y a pas de démocratie, que les peuples ne se gouvernent en rien, que les contre pouvoirs sont fantoches ou dépassés. Le Droit est tordable à l'envie pour satisfaire les menées autoritaires inhérents à l'Etat et aux gouvernements, à ce système hiérarchique, inégalitaire, centralisé, anonyme, adossé au capitalisme, et dont le rôle principal est de tout faire pour empêcher la venue de la démocratie, en confortant l'ordre en place et les structures de dominations que souhaitent conserver à tout prix les puissants.

Les juristes qui se complaisent encore dans la fiction de l'existence de "démocratie" en France (ou ailleurs) sont donc complices de cet enfumage caractérisé, source et justification de nombreux autres (légitimité des dirigeants, droit à la répression policières sans limites, assimilation des révoltés démocrates à des factieux, etc.).



L'état d'urgence permanent, les pass et la verticalité sont le mode normal de gouvernance Quitter le mouvement sans fin du manège étourdissant

- [Les raisons de la vaccination : peut-on encore être perplexe ?](#)

(...) Quelle sera la prochaine cause de santé publique pour laquelle on sanctionnera les gens de négliger « la communauté » ? Malgré la dénégation sur la transplantation du foie accordée à l'alcoolique, ne verra-t-on pas bientôt les fumeurs, les alcooliques ou les obèses qui refusent d'entrer en cure se faire refuser des soins parce qu'ils engorgent des services de santé ou parce qu'ils coûtent trop cher à la collectivité au détriment de patients qui ont une bonne hygiène de vie ? Et que vient faire ici la recherche de la motivation profonde du patient d'avoir refusé le vaccin ? Jusqu'où ira l'intrusion permettant de départager les motivations recevables et les motivations non recevables ? Cette question peut sembler rhétorique dans la situation présente, mais il n'est pas anodin qu'elle surgisse dans les débats. (...)

Les gouvernements, dans la panique, ont expérimenté des mesures qu'ils ne laisseront probablement pas tomber dans des situations analogues. Un tel glissement n'a rien d'exceptionnel.

(...) Devant le train agressif de mesures sanitaires et les polarisations qu'il entraîne, il ne s'agit pas de nier la réalité pandémique, mais de rappeler qu'on est en droit d'être perplexes sur sa gestion. **Non pas parce que nous pensons avoir une meilleure réponse et une meilleure explication que ceux qui en ont la charge, mais parce que nous reconnaissons, au contraire, qu'aucune réponse politique ne peut être adéquate à la présente crise. Les institutions et leurs représentants, qui ont garanti tant bien que mal le fonctionnement du capitalisme jusqu'à aujourd'hui, ne savent plus convaincre, pendant que le mantra de la relance économique persiste à être tenu pour intangible. Il est de plus en plus répandu d'accuser l'impéritie politique de tous les maux, mais nulle part on ne questionne les catégories fondamentales du système capitaliste, dont le virus, tel un grain dans la machine, met en évidence l'incapacité à protéger**

les vies. Ce hiatus accroît tous les jours la confusion ; nous n'avons plus aucune intelligibilité des décisions prises et, en plus de toutes les plaies qui nous accablent, nous sommes, collectivement, en train de perdre complètement la boussole. Les moyens démesurés apparemment déployés pour enrayer l'épidémie ne sont que des pansements sur une civilisation moribonde. D'une part, aucune des causes qui ont soit provoqué, soit aggravé cette pandémie n'est stoppée : déforestation, bétonisation, autorisation de pesticides, élevage de masse, etc. Mais la longue liste des autres risques qui plombent l'avenir de cette civilisation n'est, elle aussi, en aucun cas traitée à la hauteur des enjeux et démontre tous les jours que la sécurité et la santé des populations n'est pas du tout la véritable priorité. La priorité de tous ceux qui occupent des fonctions politiques ou économiques, comme de ceux qui les élisent ou en dépendent et de ceux qui attendent d'eux une solution magique et crachent dessus à la première désillusion - c'est-à-dire à peu près tout le monde - est de sauver un système qui coule au risque de sacrifier tous ceux qui coulent avec lui. La croyance fétichiste en la viabilité de ce système est de toute évidence plus tenace que la survie même de ceux qu'il prétend servir. (...)

Il n'existe pas de solutions magiques pour se prémunir des dégâts monstres de la civilisation industrielle en restant à l'intérieur de son tube digestif.

C'est un peu comme si, se trouvant au coeur d'un incendie géant provoqué par des pyromanes, on demandait aux pyromanes assis sur des stocks d'essence de bien vouloir éteindre le feu et/ou nous protéger des flammes, comme si on cherchait toutes les issues imaginables, sauf la seule possible : mettre hors d'état de nuire les pyromanes et s'allier pour éteindre/contenir l'incendie.

La civilisation industrielle ne peut que reconduire les mêmes maux et en ajouter de nouveaux

Il n'y a pas de planète B, on ne peut fuir nulle part, la civilisation industrielle ne peut pas nous protéger vraiment des horreurs générées sans fin par la civilisation industrielle (pandémies, catastrophes climatiques et écologiques, destruction de la biodiversité et du vivant, crashes sociaux, précarité, gouvernance intrusive et tyrannique, gestion policière et technocratique...), elle ne peut que reconduire les mêmes maux et en ajouter de nouveaux en tentant en vain d'atténuer les précédents.

Seule issue de secours : détruire la civilisation industrielle et faire mieux à la place.